

EAU

Les gouvernements passent et les cours d'eau trépassent ?

10.08.2017 Dans une communication conjointe du 9 août, le ministre de la Transition écologique et le ministre de l'Agriculture ont présenté des actions pour la gestion quantitative de l'eau. Nous espérons du courage et de l'ambition pour une véritable refonte de la gestion de l'eau en agriculture. Cette ressource vitale pour toutes les formes de vie sur terre mérite mieux que quelques phrases pleines de bonnes intentions, mais qui ne remettent pas en cause les pratiques passées !

Derrière les annonces vagues qui ont été faites hier, le gouvernement vise la simplification pour libérer la ressource. Alors que l'idée sous-jacente est de favoriser la prolifération de réserves, nous rappelons que, non, les pluies hivernales ne tombent pas pour rien mais participent au cycle naturel de l'eau.

Abreuver, à coup de subventions publiques, des systèmes agricoles intensifs déjà à forts impacts négatifs sur les ressources naturelles, c'est adopter une posture de fuite en avant irresponsable face aux enjeux graves du dérèglement climatique en cours.

Pour répondre aux enjeux de gestion de la ressource en eau en cohérence avec son milieu, la priorité doit être donnée à la transition vers des pratiques agricoles qui cherchent son économie (assolements, variétés adaptées au milieu naturels, etc...). La gouvernance de l'eau doit absolument être revue pour stopper l'accaparement par une minorité. Les ouvrages de stockage doivent être pensés pour bénéficier à l'ensemble d'un territoire et de ses acteurs et leur construction doit avoir le moins d'impact possible sur le milieu naturel.

La Confédération paysanne défend une irrigation compatible avec les besoins des milieux naturels, accessible à tous et qui doit avant tout sécuriser les productions, en particulier celles à forte valeur ajoutée en emploi. Elle ne doit pas servir à entretenir un système agricole intensif. En ne s'attaquant qu'aux conséquences des changements climatiques par le biais d'une adaptation coûteuse et inégalitaire, les pouvoirs publics poursuivent l'enfermement des paysans dans un cycle destructeur.

A l'heure de l'ouverture des EGA, au moment où plus que jamais le revenu des paysannes et des paysans se réduit à peau de chagrin, seule une remise en cause profonde et collective des systèmes agricoles permettra d'ouvrir de nouveaux horizons au plus grand nombre.